



CNAS du 15 Décembre 2009 : Boycott !

Le Conseil National de l'Action Sociale (CNAS), convoqué le 15 décembre ne pouvait occulter le contexte social dans les services de notre Ministère.

Les fédérations représentatives avaient déjà signifié en quittant le CTPM du 30 novembre dernier, l'absence de marge laissée au dialogue social et à la prise en compte de leurs revendications.

Depuis, de nombreux CTP Centraux n'ont pu se dérouler normalement (DGFIP, DGCCRF, DGDDI en particulier).

De plus, dans de nombreux départements des mouvements sociaux ont eu lieu ou sont en cours.

Principale cause de toutes ces actions revendicatives, la politique gouvernementale de suppressions d'emplois dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques.

Il en résulte une détérioration constante des conditions de travail, avec pour conséquence une souffrance au travail accrue.

Dans un tel contexte, force est de constater que ce n'est pas la présentation du budget de l'action sociale pour l'année 2010 qui permettra de répondre aux attentes des personnels.

Avec le simple maintien des crédits alloués par rapport à 2009, traduisant une baisse en euros constants, c'est bien une phase de désengagement de l'Etat employeur vis à vis de ses agents à laquelle on assiste !

A l'heure où les besoins des agents sont toujours aussi importants en matière de logements sociaux, d'aides à l'habitat, de restauration collective, de crèches, d'aides dans le secteur vacances loisirs, à l'heure où jamais le nombre de dossiers de surendettement déposé par des agents de nos ministères n'a été aussi important, le budget 2010 sonne le glas d'une véritable politique d'action sociale.

Pour FO Finances, la pénurie budgétaire est semblable à la période d'avant 1989 ! On connaît la suite !

A titre d'exemple, la baisse significative des subventions accordées à deux associations : l'ALPAF et l'AGRAF. Sans une recette exceptionnelle et bien tardive, celles ci auraient présenté des bilans 2009 largement déficitaires.

Cet apport exceptionnel ne pourra se reproduire en 2010, et de ce fait c'est bien la pérennité même de ces associations qui est posée !

Pour FO Finances ce n'est malheureusement que la concrétisation de ce que nous dénoncions lors du changement de statut des associations.

Face aux difficultés croissantes rencontrées par les agents, FO Finances revendique une réelle politique d'action sociale ambitieuse au croisement de la vie professionnelle et extra professionnelle qui permette d'améliorer les conditions de vie de tous les agents, actifs et retraités. Pour FO Finances, le projet de budget 2010 présenté, ne répond pas à cette légitime revendication et peut susciter les plus grandes inquiétudes pour 2011.

En conséquence, FO FINANCES, avec l'ensemble des organisations représentatives ont décidé le boycott du CNAS de ce jour.

Une délégation de représentants du personnel a déposé, ce jour, auprès du Secrétaire Général des Ministères une déclaration commune exigeant des Ministres un nouvel arbitrage budgétaire en faveur de l'action sociale ministérielle.